

NEERLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.
30 -06- 2003 | 09 -09- 2003 | NR.
N°

67425 / 10/215

4

Codex 2003-2004

CONFECTION - CCT EMPLOYES
INDEX 01/1

**C.C.T. DU 10 JUIN 2003
RELATIVE A LA LIAISON DES REMUNERATIONS
A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION**

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employé(e)s des entreprises ressortissant à la commission paritaire pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection.

La présente convention collective de travail remplace le chapitre IV de la convention collective de travail du 3 juin 1997 relative aux conditions de travail, conclue en commission paritaire pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et modifiée par les conventions collectives de travail des 23 juin et 6 septembre 1999.

Article 2

Les rémunérations barémiques et effectivement payées des employé(e)s, occupé(e)s dans les entreprises visées à l'article 1^{er}, sont adaptées deux fois par an, chaque 1^{er} avril et 1^{er} octobre, selon les modalités définies ci-après, en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 en exécution de la loi du 6 janvier 1989 sur la compétitivité, est pris en considération l'indice des prix à la consommation calculé et nommé à cet effet. Cet indice des prix est publié mensuellement au Moniteur belge par le Ministère des Affaires économiques et est appelé ci-après «l'indice-santé».

Les rémunérations barémiques, visées à l'article 4 de la convention collective de travail du 27 août 2001 concernant la classification de fonctions, appelées ci-après les rémunérations barémiques et effectivement payées des employé(e)s, sont adaptées en fonction des fluctuations de la moyenne arithmétique des indices-santé des 4 derniers mois, comme prévu à l'article 4 de l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982, portant certaines mesures en matière de modération salariale.

La moyenne arithmétique des indices-santé des 4 derniers mois est appelée ci-après «l'indice social».

Article 3

Les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année, les rémunérations sont adaptées comme suit :

Chaque 1^{er} avril, les rémunérations barémiques, applicables le 31 mars précédent, sont multipliées par une fraction dont le numérateur est égal à l'indice social du mois de février précédent et dont le dénominateur est égal à l'indice social du mois d'août précédent.

Chaque 1^{er} octobre, les rémunérations barémiques, applicables le 30 septembre précédent, sont multipliées par une fraction dont le numérateur est égal à l'indice social du mois d'août précédent et dont le dénominateur est égal à l'indice social du mois de février précédent.

Le quotient de la fraction précitée est arrondi à un dix millième, selon la règle suivante :

- la quatrième décimale (chiffre après la virgule) reste inchangée, si la cinquième décimale est égale ou inférieure à 4.
- La quatrième décimale est arrondie à l'unité supérieure, si la cinquième décimale est égale ou supérieure à 5.

Sauf si les rémunérations effectives avaient été indexées au sein de l'entreprise, les rémunérations effectivement payées sont chaque fois augmentées ou diminuées du montant qui correspond à la différence entre l'ancienne et la nouvelle rémunération barémique de l'employé(e).

Article 4

Par dérogation à la règle générale des articles 2 et 3, lorsque le résultat de l'opération visée à l'article 3 engendrerait une baisse des rémunérations, les rémunérations ne sont pas adaptées à la date normalement prévue et ne diminuent donc pas jusqu'à la prochaine adaptation semestrielle d'avril ou d'octobre.

Lors de cette prochaine adaptation semestrielle d'avril ou d'octobre, les rémunérations barémiques sont donc multipliées par une fraction dont le numérateur est égal à l'indice social du mois de février ou d'août précédent selon le cas et dont le dénominateur est égal à l'indice social de 12 mois plus tôt, donc le même mois de l'année précédente.

Sauf si les rémunérations effectives avaient été indexées au sein de l'entreprise, les rémunérations effectivement payées sont chaque fois augmentées ou diminuées du montant qui correspond à la différence entre l'ancienne et la nouvelle rémunération barémique de l'employé(e).

Article 5

Si, à la date du 1^{er} avril ou du 1^{er} octobre, une augmentation découle de la liaison des salaires à l'index et qu'une autre augmentation des rémunérations doit être effectuée, l'adaptation suite à la liaison à l'index est appliquée après que les rémunérations aient été augmentées du montant convenu.

Article 6

Le chapitre IV, articles 9 à 12, de la convention collective de travail du 3 juin 1997 relative aux conditions de travail, conclue en commission paritaire pour les employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et modifiée par les conventions collectives de travail des 23 juin et 6 septembre 1999, reste applicable jusqu'au 30 juin 2003.

La présente nouvelle convention collective de travail sera donc appliquée pour la première fois le 1^{er} juillet 2003.

Par dérogation aux articles 2 et 3, les rémunérations seront donc adaptées respectivement les 1^{er} juillet et 1^{er} octobre 2003 de la façon suivante :

Le 1^{er} juillet 2003, les rémunérations barémiques, applicables au 30 juin 2003, seront multipliées par une fraction dont le numérateur est égal à l'indice social du mois de mai 2003 et dont le dénominateur est égal à 109,822.

Le 1^{er} octobre 2003, les rémunérations barémiques, applicables au 30 septembre 2003, seront multipliées par une fraction dont le numérateur est égal à l'indice social du mois d'août 2003 et dont le dénominateur est égal à l'indice social du mois de mai 2003.

Sauf si les rémunérations effectives avaient été indexées au sein de l'entreprise, les rémunérations effectivement payées sont chaque fois augmentées ou diminuées du montant qui correspond à la différence entre l'ancienne et la nouvelle rémunération barémique de l'employé(e).

Article 7

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1er juillet 2003 et peut être dénoncée par l'une des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection et aux organisations y représentées.

La présente convention collective de travail remplace le chapitre IV de la convention collective de travail du 3 juin 1997 relative aux conditions de travail, conclue au sein de la commission paritaire pour employés de l'industrie de l'habillement et de la confection et modifiée par les conventions collectives de travail des 23 juin et 6 septembre 1999.

**C.A.O. VAN 10 JUNI 2003 BETREFFENDE DE
KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER
DER CONSUMTIEPRIJZEN**

C.A.O. van 10 juni 2003

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de ondernemingen die ressorteren onder het paritair comité voor de bedienden van het Kleding- en Confectiebedrijf.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt Hoofdstuk IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende de arbeidsvoorwaarden, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijven gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 23 juni 1999 en van 6 september 1999.

Artikel 2

De baremieke en effectief uitbetaalde lonen van de bedienden, tewerkgesteld in de in artikel 1 bedoelde ondernemingen worden tweemaal per jaar, telkens op 1 april en op 1 oktober, volgens de hierna vastgestelde modaliteiten aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer der consumptieprijzen.

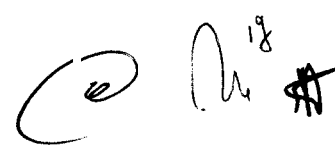
Overeenkomstig artikel 2 van het Koninklijk Besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de Wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen wordt hiervoor het prijsindexcijfer in aanmerking genomen dat daartoe berekend en benoemd wordt. Dit prijsindexcijfer wordt maandelijks door het Ministerie van Economische Zaken in het Belgisch Staatsblad bekend gemaakt en wordt hierna het "gezondheidsindexcijfer" genoemd.

De baremieke lonen, bedoeld in artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 augustus 2001 betreffende de functieclassificatie, hierna genoemd de schaallonen en de effectief uitbetaalde lonen van de bedienden worden aangepast aan de schommelingen van het rekenkundig gemiddelde van de gezondheidsindexcijfers van de laatste vier maanden, zoals bedoeld in artikel 4 van het Koninklijk Besluit nr. 180 van 30 december 1982, houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging.

Het rekenkundig gemiddelde van de gezondheidsindexcijfers van de laatste vier maanden wordt hierna het "sociaal indexcijfer" genoemd.

Artikel 3

Op 1 april en 1 oktober van elk jaar worden de lonen als volgt aangepast :



Telkens op 1 april worden de schaalloon, van toepassing op 31 maart daarvoor, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het sociale indexcijfer van de voorafgaande maand februari en waarvan de noemer gelijk is aan het sociale indexcijfer van de voorafgaande maand augustus ;

Telkens op 1 oktober worden de schaalloon, van toepassing op 30 september daarvoor, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het sociale indexcijfer van de voorafgaande maand augustus en waarvan de noemer gelijk is aan het sociale indexcijfer van de voorafgaande maand februari ;

Het quotient van de hoger bedoelde breuken wordt afgerond tot op één tienduizendste overeenkomstig de hierna volgende regel :

- het vierde decimaal (cijfer na de komma) blijft behouden blijft indien het vijfde decimaal gelijk is aan vier of kleiner is dan vier.
- het vierde decimaal wordt met één eenheid wordt verhoogd indien het vijfde decimaal gelijk is aan vijf of groter is dan vijf.

Behalve indien in de onderneming de effectieve wedden werden geïndexeerd, worden de effectief uitbetaalde lonen telkens verhoogd of verlaagd met het bedrag dat overeen stemt met het verschil tussen het oude schaalloon en het nieuwe schaalloon van de bediende.

Artikel 4

In afwijking van de algemene regel van artikel 2 en 3 worden, wanneer het resultaat van de bewerking bedoeld in artikel 3 een daling van de lonen met zich zou meebrengen, de lonen éénmaal niet aangepast op de normaal voorziene datum en dus niet verminderd tot de eerstvolgende halfjaarlijkse aanpassing van april of oktober.

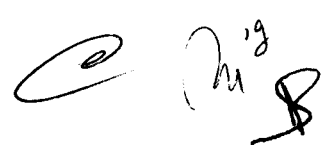
Bij die eerstvolgende halfjaarlijkse aanpassing van april of oktober worden dan de schaalloon vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het sociale indexcijfer van, naargelang het geval, de voorafgaande maand februari of augustus, en waarvan de noemer gelijk is aan het sociale indexcijfer van 12 maanden vroeger, hetzij dus van dezelfde maand van het voorgaande jaar.

Behalve indien in de onderneming de effectieve wedden werden geïndexeerd, worden de effectief uitbetaalde lonen telkens verhoogd of verlaagd met het bedrag dat overeen stemt met het verschil tussen het oude schaalloon en het nieuwe schaalloon van de bediende.

Artikel 5

Indien op datum van 1 april of 1 oktober gelijktijdig een verhoging voortvloeiend uit de indexkoppeling en een andere verhoging van de lonen moet worden doorgevoerd, wordt de aanpassing ingevolge de indexkoppeling toegepast nadat eerst de lonen met het overeengekomen bedrag zijn verhoogd.

Artikel 6



Hoofdstuk IV, artikel 9 tot en met 12 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende de arbeidsvoorwaarden, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijven gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 23 juni 1999 en van 6 september 1999, blijft van toepassing tot 30 juni 2003.

Onderhavige nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst wordt dus voor het eerst toegepast op 1 juli 2003.

In afwijking van Artikel 2 en 3 worden derhalve de lonen respectievelijk op 1 juli 2003 en op 1 oktober 2003 als volgt aangepast :

Op 1 juli 2003 worden de schaaltonen, van toepassing op 30 juni 2003, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het sociale indexcijfer van de maand mei 2003 en waarvan de noemer gelijk is aan 109,822.

Op 1 oktober 2003 worden de schaaltonen, van toepassing op 30 september 2003, vermenigvuldigd met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het sociale indexcijfer van de maand augustus 2003 en waarvan de noemer gelijk is aan het sociale indexcijfer van de maand mei 2003.

Behalve indien in de onderneming de effectieve wedden werden geïndexeerd, worden de effectiefuitbetaalde lonen telkens verhoogd of verlaagd met het bedrag dat overeen stemt met het verschil tussen het oude schaalloon en het nieuwe schaalloon van de bediende.

Artikel 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt voor onbepaalde tijd afgesloten. Zij treedt in werking op 1 juli 2003 en kan, met een opzeggingstermijn van drie maanden, per aangetekend schrijven, aan de Voorzitter van het paritair comité voor de kleding- en confectiebedrijf en aan de in dit paritair comité vertegenwoordigde organisaties, door één van de partijen worden opgezegd.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt Hoofdstuk IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van 3 juni 1997 betreffende de arbeidsvoorwaarden, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden van het kleding- en confectiebedrijf en gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomsten van 23 juni 1999 en van 6 september 1999.